

N°11 - printemps 2017

Mettre les sciences entre les mains des citoyens

« Devine qui vient manger au jardin?

». C'est le nom d'une opération de recensement des oiseaux par les citoyens. Elle est organisée chaque année par Natagora et permet de compléter les données de la recherche en ornithologie. On assiste à une multiplication des initiatives de ce type en Région bruxelloise : en ornithologie, mais aussi en botanique, en entomologie ou en études de santé publique.

Autre exemple: le projet ExpAIR - porté par BRAL, avec le soutien de l'IBGE - qui invite les

citoyen(nne)s bruxellois(es) à prendre part au travail de mesure de la qualité de l'air. Habiba y a participé en janvier dernier. Elle vous fera part de son expérience dans les pages de ce numéro d'Ezelstad.

La "citizen science" a ses limites : un manque d'accompagnement peut nuire à la qualité des données et les rendre inutilisables. Puis, il y a le problème du recours au "volontariat", qui (s'il est poussé trop loin) peut encourager les institutions scientifiques à "faire des économies" en transférant une partie de la charge de travail des chercheurs vers des "sources de travail gratuit".

Mais, le fait d'impliquer les citoyens dans le travail de recueil et de traitement de ces données présente également de nombreux intérêts : compléter les données scientifiques, familiariser des amateurs aux métiers de la recherche et - enfin - permettre à des citoyens de saisir les enjeux de la recherche scientifique ... Ce faisant, ils peuvent - si on leur en donne les moyens - jouer un rôle de contre-pouvoir aux sein des

institutions de la recherche scientifique.

On peut imaginer que les sciences citovennes puissent s'appliquer à une multitude d'autres questions d'écologie urbaine. Tout est possible : mesures de la pollution sonore, étude espaces verts

> menacés, études de la gestion des réseaux de transports publics, ou des réseaux de collecte et de traitement des déchets etc. Il y a un de ces thèmes qui vous inspire?:)

En ce qui nous concerne, on se demande s'il ne serait pas intéressant d'utiliser les outils de la "science citoyenne" pour creuser des thèmes plus sociaux : comme les inégalités sociales de santé et l'accès au logement.

On profite donc de ce onzième numéro de la Cité des ânes pour aborder un de ces deux thèmes ... Si ça vous donne envie de prendre la plume, n'hésitez pas à nous contacter :-).

L'équipe d'Ezelstad (redac@ezelstad.be) Crédit photo: Narrative alchemist

DANS CE NUMERO

- ► De la poésie dans l'espace public

www.ezelstad.be www.dewey.be

Air: qui ne dit mot consent

Depuis quelques mois, cette envie d'écrire sur la qualité de l'air bruxellois. Pourquoi? Certainement, à cause de ma délicate santé. Sans elle, la question de l'air à Bruxelles aurait été pour moi un problème abstrait, un sujet complexe parmi d'autres. Je n'y aurais sans doute doute guère prêté attention, si je n'en étais pas moi-même affectée, quotidiennement, dans mes déplacements en ville. Début janvier, j'ai décidé d'en parler autour de moi et transformer mon inquiétude personnelle en un engagement citoyen ...

Depuis la naissance, je souffre des voies respiratoires. J'ai un traitement assez contraignant : de la kiné quotidienne, une aérosolthérapie, des cures fréquentes d'antibiotiques. Dès 1992, j'ai commencé à avoir de gros problèmes de souffle ; les gens qui me soignent m'ont expliqué que c'était dû entre autres à l'air vicié que je respire ici à Bruxelles : les pics d'ozone en été, le smog le reste de l'année, la trop forte concentration de particules fine dans l'air.

Les taux de ces matières en suspension de moins de 2,5 microns de diamètre dépassent régulièrement les seuils autorisés. En cause : le trafic automobile et le chauffage. Pour moi, certains jours, respirer en ville est ... difficile. Dès que j'entends « qualité de l'air médiocre niveau 5 », j'annule mes rendez-vous, je

m'enferme chez moi plusieurs jours. Si je dois sortir, pour des démarches urgentes, nécessaires, je prends un taxi. Ce qui me surprends, c'est que je reçois très peu de recommandations des personnes qui me soignent. Mon impression c'est que beaucoup de Bruxellois vivent dans le déni ou la résignation par rapport à cette question de la pollution de l'air.

Rencontre avec le BRAL

Début novembre 2016, je reçois via le BRAL – association située dans le centre ville et qui soutient des actions citoyennes – une invitation à assister à une conférence sur le thème de « la qualité de l'air et la santé ». Dans un premier temps, j'y vais pour moi, pour m'informer, en avoir enfin le coeur net. J'arrive maison de quartier Malibran, rue de la digue, à lxelles. Il y a 70 personnes dans la salle, beaucoup de jeunes. Ils sont là pour écouter Catherine Bouland – directrice de la section 'santé environnementale' de l'école de santé publique de l'ULB. Son verdict est sans appel : l'air bruxellois est néfaste pour la santé, notamment à cause de la trop forte

concentration de particules fines.

J'y apprends ce que j'imaginais déjà: la pollution de l'air impacte la vie des Bruxellois. Elle réduit leur espérance de vie de 7 mois en moyenne et implique pour certains une perte de liberté et de qualité de vie : car, lors des alertes au smog ou des pics d'ozone, les enfants, les personnes âgées et les insuffisants respiratoires sont priés de rester chez eux, de réduire tout effort physique. Pourtant, la pollution atmosphérique c'est l'affaire de tous. Elle nous touche tous à des degrés divers, quel que soit notre mode de vie, notre moyen de locomotion : que l'on soit en bagnole, à pied, à cheval, à vélo, blancs, noirs, jaunes.

Or, le gouvernement se préoccupe peu de ce problème et cela malgré les sanctions et les mises de garde de la Commission Européenne, qui surviennent toutes les fois où les seuils de pollution sont dépassés. Le changement ne viendra vraisemblablement pas d'en haut. Alors, que faire ? Une évidence : nous devons nous mettre au travail, il y a là un défi citoyen de taille.

Ma participation au projet ExpAir

20 déc. 2016 : rencontre avec Liévin, responsable du projet « air et mobilité » au BRAL – association qui veille à faire entendre la voix des citoyens bruxellois, en incluant des personnes qui ne sont pas forcément sensibilisées aux ques-

tions d'environnement. Le projet ExpAIR, lancé en 2015 par le BRAL et l'IBGE - consiste aujourd'hui à nourrir la connaissance sur la pollution de l'air, à sensibiliser des citoyens à cet enjeu de santé publique et à les pousser à l'action. Concrètement, Liévin s'est occupé de faire le tour des maisons de quartier – place Annessens, les Marolles – pour encourager différents groupe de citoyens à participer à une action de mesure de la qualité de l'air. Le but est de proposer une cartographie qui signalerait les lieux les plus pollués de la capitale ... permettant aux citoyens de « savoir et faire savoir »

Le projet ExpAIR vise à former des groupes cibles, qui apprendront, puis pourront à leur tour partager leurs connaissances. Le fait de construire ensemble des savoirs permet de s'émanciper, de construire une expertise citoyenne... Le travail se fait en partenariat avec des universités, des lieux de savoirs, comme le centre Cosmopolis. Et, quelle sera ma tâche dans tout cela ? Mesurer par moi-même la concentration de Black carbon particules issues de la suie de Diesel – dans l'air à 1030, dans ma commune. Voilà une excellente initiative! Je ne sa-

vais pas que c'était possible, je trouve l'idée excentrique mais amusante. Je m'engage à le faire par défi. D'ailleurs. avant moi, dans le cadre du projet Exp'air, d'autres citoyens l'ont fait. Trois groupes, des personnes issues des maisons de quartiers du centre-ville, des membres de Bruxsel'air, un collectif constitué au départ de jeunes cyclistes bruxellois

et enfin les membres d'une association de cyclistes liées à la commission européenne..

Je peux en tant que 'burgerjournalist' faire le même travail, mesurer quotidiennement durant cing jours l'air que i'inhale et transmettre les informations aux lecteurs d'Ezelstad et aux auditeurs de Radio Panik. Je reçois un appareil de la taille d'un GSM placé dans une petite gibecière et une sorte de carnet de bord où je suis invitée à noter scrupuleusement les lieux où je me trouve - intérieur, extérieur les moyens de transports utilisés, à pied, en tram, bus, voiture, les heures de départ d'arrivée. Liévin m'explique le fonctionnement de l'aethalomètre (il faut veiller à changer les filtres et à charger

quotidiennement l'appareil), ainsi que le petit GPS qui l'accompagne. Protéger l'appareil de la pluie, veiller toujours à ce qu'il continue à prendre des mesures via un minuscule tube. Des détails techniques de haute importance. Je m'attelle à ma besogne (Je vais être fliquée pendant 5 jours, on saura même quand je fais pipi).

Mes mesures de Black Carbon (PM2,5)

Le Black Carbon (BC) est une des nombreuses microparticules présentes dans l'air bruxellois et dont



la taille est proche de 2,5pm. Cette particule fine – qui émane notamment de la combustion dans les moteurs Diesel – est considéré comme un indicateur fiable pour évaluer les concentrations de pm2,5 et de NOx dans l'air. On considéère qu'au-delà d'un microgramme par mètre cube, le black carbon (pm2,5) est nocif pour la santé.

L'appareil que j'ai reçu en prêt va me permettre de mesure la concentration de cette partivcule dans l'air lors de mes trajets quotidiens. Mes mesures sont prises du 5 au 10 janvier, de jeudi à mardi, excluant le dimanche où le trafic automobile est moins important. Les données collectées sur l'appareil devront ensuite être envoyées, intégrées à la base de données, puis analysées par Bruxelles Environnement. Au terme du processus, je suis censée recevoir les résultats par mail, et il est prévu de revoir Liévin pour l'analyse des données.

D'après mes résultats d'analyses de l'air, même l'intérieur de mon appartement est pollué par les gaz de la rue (black carbon, suie de Diesel). Liévin me conseille d'aérer la nuit, du côté arrière-maison, de 23h à 6h du matin, lorsque le trafic routier est moindre. Pour ce qui est de la pollution extérieure, il me rappelle qu'on peut essayer de contourner,

dans la mesure du possible, les endroits forts pollués, de les éviter. Je dois rendre l'appareil, alors qu'il y a encore tellement d'endroits dans ma commune qui méritent d'être évalués. Le jour de la restitution de l'aethalomètre, un journaliste du magazine Télémoustique me contacte ; mon témoignage de mesureuse d'air l'intéresse. Cette affaire commence

à prendre de l'ampleur. Je le rencontre avec Stefano de Bruxsel'air et Liévin du BRAL, à la station Arts-Loi. Liévin nous livre alors une belle anecdote : lorsqu'il était enfant, il a fait un rêve, il était enfermé dans une tour vitrée et devait, avec ses camarades, actionner une machine géante pour nettoyer l'air et pour pouvoir survivre ...

Pour lire la suite de cet article, et suivre la rencontre d'Habiba avec les membres de Bruxsel'air rendez-vous sur le site de la Cité des ânes: www.ezelstad.be

Crédit photo : H. Vanderhulst

L'histoire du logement pour tous à Schaerbeek

Le Foyer schaerbeekois, société coopérative en charge de la gestion des logements sociaux dans la commune de Schaerbeek, a été fondée à la fin du 19ème siècle par l'échevin Louis Bertrand, qui était alors en charge des finances locales. La mission de la société consista dès sa création en 1899 - l'année de l'adoption de la loi sur le logement ouvrier - à offrir un logement décent aux populations précaires de la commune.

Mais, pour retrouver la trace de la première expérience de "logement bon marché" au sein de la commune. il faut remonter à la création de la "société anonyme des habitations ouvrières", trente ans plus tôt. Ses premiers bâtiments furent construits sur l'ancien champ des courses de Lindhout, sur le modèle paternaliste et hygiéniste

des maisons ouvrières d'Émile Müller (1823-1889).

« Une société portant le titre de Société anonyme des habitations ouvrières dans l'agglomération bruxelloise, s'est fondée en 1868, sous le patronage de la compagnie immobilière de Belgique, et ses statuts édictés sous la forme la plus libérale, répondent parfaitement au but qu'elle poursuit : celui de créer pour la classe ouvrière des habitations salubres. à un taux qui ne dépasse pas l'intérêt ordinaire de l'argent et à des prix de location infiniment inférieurs à

ceux payés jusqu'ici pour les bouges où s'étiole cette population. Cette société met non seulement ses immeubles en location à un prix relativement très bas, mais elle permet aussi à l'ouvrier de devenir acquéreur de sa maison moyennant une redevance annuelle de 5,5% du capital dépensé pendant vingt années » (L'avènement de la cité-jardin en Belgique: histoire de l'habitat social en agglomération bruxelloise, Par Marcel Smets, 1977)

Contrairement aux logements ouvriers liégeois - ceux de Ducpétiaux

et Cluysenaar, organisés autour d'un lieu de vie communautaire - la cité ouvrière Lindhout est très «individualiste». Derrière leurs grandes façades



aux allures de villas bourgeoises, les pavillons sont divisés en très petites unités d'habitation, sans arrière-cour. "Par l'implantation en damier des maisons et l'orientation de toutes les façades et jardins vers la voie publiques, (le) plan répondait à toutes les exigences d'ordonnance, d'hygiène et de surveillance assignées pour des logements ouvriers." (Marcel

Smets, 1977, p. 33)

Ce modèle libéral est critiqué à la fin du 19ème siècle. Les édiles locaux de l'époque lui préfèrent très clairement le modèle 'coopératif'. Louis Bertrand acquiert très tôt la conviction que c'est ce modèle qui a le plus de chances de réussir en matière de logement ouvrier. En 1888, il visite le Familis-

> tère de Guise de Jean-Baptiste Godin. L'organisation coopérative promue par Godin permet - écrit-il - de « nous conduire pacifiquement, sans révolution violente, du régime du salariat à celui de l'association du travail et du capital, en attendant l'élimination de l'élément capitaliste de la production

Naissance **Foyer Schaerbeekois**

Avec la création du Fover Schaerbeekois (FS), en 1899.

Louis Bertrand suit également la voie de la Société Nationale des Habitations Bon Marché (de H. Denis). Les premières réalisations de Louis Bertrand dans les cités de l'Olivier et de l'Helmet (arch. Henri Jacobs) restent empreintes de l'esprit paternaliste de l'époque : hygiénisme et contrôle social.

De 1902 à la fin des années 1930, le patrimoine du FS grandit. La société fait appel à des architectes en vue pour construire des logements à petits prix (arch. H. Jacobs; O. Rampelberg). Puis, au lendemain de la première guerre mondiale, le foyer se dote d'une régie d'ouvriers qualifiés lui permettant de prendre en charge la construction de ses propres logements. Elle compte à l'époque 350 travailleurs: 1360 unités de logement verront le jour grâce à eux, en l'espace d'une trentaine d'années.

A Terdelt, le FS créera également un grand quartier de logement social, sur le modèle de la cité-jardin à l'anglaise. L'architecte Charles Roulet remporte le concours. Son projet s'articule autour d'une Place centrale de forme ovale, et d'en entrelacs de rues courbes et étroites. L'ensemble est inauguré en 1926. Les maisons unifamiliales sont à l'origine destinées au "logement locatif". Elles seront finalement transformées en logements acquisitifs.

Le logement ouvrier dans la ville post-industrielle

Dans les années 1970, Bruxelles perd son statut de "première ville industrielle de Belgique" face à Anvers, Liège et Charleroi : les pouvoirs publics locaux rêvent de métamorphose : ils veulent en faire une "ville de services", une ville tertiaire... A partir des années 1980, Bruxelles débarrassée d'une large part de son industrie perd dans le même temps l'intérêt qu'elle avait autrefois manifesté pour le logement ouvrier.

Face à la destruction du tissu industriel bruxellois, les autorités publiques imaginent – dès le début des années 1990 – une nouvelle matrice de développement urbain : le "contrat de quartiers", dont le but est de revaloriser ou de revitaliser les parties de la ville qui ont été le plus durement frappées.

La finalité de ce mouvement de "revitalisation" – promu par la région bruxelloise – c'est d'attirer vers le centre une classe moyenne qui tend à quitter la ville pour s'installer en périphérie. Or, ce but n'est compa tible avec la volonté de créer une ville accessible aux moins bien lotis. La preuve en est que – alors que plus d'un tiers de la population bruxelloise vit sous le seuil de pauvreté – le Région compte aujourd'hui moins de 8 logements sociaux pour 100 ménages. À Schaerbeek, c'est pire: moins de 4,5/100.

Retour au XIXème?

Pendant l'entre deux guerres, le Foyer Schaerbeekois pouvait compter sur une large équipe ouvriers pour la réalisation de travaux. Mais à la fin de siècle – libéralisme économique oblige – la mode est à l'externalisation et au "dégraissage de mammouth". Conséquence : une perte de temps et une perte d'autonomie pour les SISP (Sociétés Immobilières de Service Public) et leurs employés, qui se trouvent cantonnés à un rôle administratif, et sont forcés de composer avec un foule de sous-traitants mal coordonnés.

Face au ralentissement de la construction de logement publics (et à un manque de soutien de la part de la Région, SLRB) les SISP se tournent vers le logement privé socialisé (AIS); ou parfois vers des programmes plus flous (tels que le logement en gestion publique et à finalité sociale) qui entretiennent une sorte d'ambiguïté entre le logement social et le logement moyen. Concrètement, beaucoup de "projets de logements sociaux" se voient détournés au profit du logement moyen.

A ce problème du retour au logement social "sauce libérale" s'ajoute le problème du vieillissement de nos coopératives de logements : les sociétés de logements social sont des structures très politisées ; avec des oppositions partisanes stériles en leur sein et un manque de transparence quant aux procédures d'attribution des mandats.

Comment relancer la fabrique du logement social

La région bruxelloise compte au-

jourd'hui 7,26 logements sociaux pour 100 ménages. On est loin en dessous des seuils que s'est fixé la SLRB (15%) et très loin en dessous des 30% fixés et atteints au sein d'autres villes européennes comme Amsterdam. Bruxelles peut heureusement compter sur de nombreuses associations de défense du droit au logement pour tirer la sonnette d'alarme ... (qui sonne déjà depuis un bout de temps). Voici quelques unes des solutions qu'elles préconisent : faire la transparence sur les procédures de nomination au sein des SISP, et des procédures d'allocation des fonds du logements de la SLRB. Contrôler l'attribution des logements via une commission d'attribution indépendante, encadrer les loyers sur le marché privé et mettre enfin en application du "droit de gestion publique".

Art. 23, Qu'est-ce que c'est?

C'est le nom de la revue du Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH). Clin d'oeil à l'article 23 de la Constitution Belge qui protège le "droit de mener une vie conforme à la dignité humaine", ce qui comprend le "droit à un logement décent".

Les deux derniers numéro de la revue art. 23 portent sur les fusions, les procédures de rénovation, l'analyse détaillées de certaines mesures de code du logement - excellentes, mais aujourd'hui quasi-inopérantes - comme le droit de gestion publique, qui autorise une administration à prendre en charge la rénovation et la mise en location de logements inoccupés. Voir: www.rbdh-bbrow.be



Le logement pour tous, de 1899 à aujourd'hui ...

La Région compte aujourd'hui moins de 8 logements sociaux pour 100 ménages. À Schaerbeek, c'est moins de 4,5/100. On est loin des ambitions qu'affichaient les pouvoirs publics au début du siècle dernier. Le Foyer Schaerbeekois comptait alors une équipe de 350 ouvriers qui a permis de construire 1360 unités de logement en l'espace de 30 ans. Près de 60% du parc actuel.

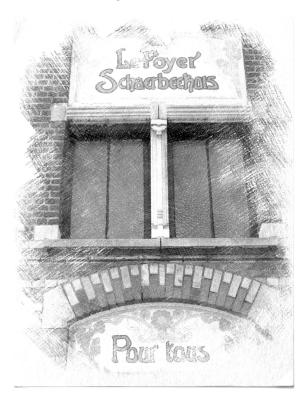
1. La Cité Ouvrière Lindhout : Contrairement à ce que certains imaginent, ce quartier n'appartient pas Foyer Schaerbeekois. Il s'agit en réalité d'un ensemble de logements créés avant la création du Foyer, sur le modèle des habitations ouvrières d'Émile Müller (1823-1889). Jusqu'au début des années 2000, il était possible de s'y loger pour 99 euros par mois.

3. La Cité L'Olivier (1905) : ensemble Art Nouveau d'H. Jacob en attente de rénovation. Le s permis ont été

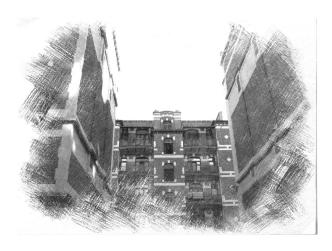
> délivrés il y a



2. La Cité de L'Helmet (1902) : C'est le premier immeuble du Foyer Schaerbeekois, constuit en 1902 par H. Jacobs. Il est situé au croisement de la Chaussée d'Helmet et d'une rue qui porte aujourd'hui le nom de la coopérative de logement ...



un an en mai 2016. Le
bâtiment étant resté
inoccupé, il a été squatté par
une association de sans-papiers
(VSP) qui a dû partir en mars dernier,
laissant derrière elle un immeuble vide, dont
toutes les entrées sont à présents murées.



4. La Cité-Jardin Terdelt (1926) : quartier de logement pour tous situé entre l'avenue Latinis, la rue du Tilleul et le Complexe sportif Terdelt. Ses plans ont été dessinés en 1921 sur le modèle de la cité-jardin à l'anglaise, par l'architecte Ch. Roulet. Le quartier s'articule autour d'une place centrale de forme ovale et d'un entrelacs de rues courbes. L'ensemble fut inauguré en 1926. Les petites maisons unifamiliales se sont transformées en logements acquisitifs privés. Quant aux immeubles à appartements, ils sont toujours la propriété du Foyer Schaerbeekois (FS). En 2011, le quartier change de visage et devient semi-piétonnier. Le lieu a conservé l'atmosphère village qu'il avait siècle



Mettre ce patrimoine en conformité?

De 2010 à 2015 - en l'espace de cinq ans - la population de la cité des ânes est passée de 120.000 à 130.000 âmes. Mais, très peu d'unité de logements supplémentaires ont été construites, si bien que Schaerbeek est en passe de devenir la commune bruxelloise avec la plus faible proportion de logements sociaux (4,5 pour 100 ménages). Les villes hollandaises comptent jusqu'à 10 fois plus de logements sociaux !

A la décharge du FS, c'est la politique régionale de logement qui paralyse la fabrique du logement social dans les communes bruxelloises. Le budget régional 2016 pour la rénovation des logements sociaux a diminué de 30 millions d'euros par rapport à l'année antérieure.

A Schaerbeek, le FS trouve tout juste les moyens nécessaires pour entretenir le patrimoine existant. Et, il n'y parvient clairement pas. Il lui manque 13,6 millions pour financer les rénovations les plus urgentes, et 40 millions de plus pour mettre le parc en conformité d'ici 2025 (voir : plan stratégique 2016-2020).

Sur les 2435 unités de logement du Foyer Schaerbeekois, près du tiers (799) sont en attente d'une rénovation ... qui ne se fera qu'au terme d'une dizaine d'années. En janvier 2017, un de ces logements en attente de rénovation a pris feu, entraînant la mort d'une jeune mère de famille. Une enquête a été diligentée par le parquet afin de saisir les causes exactes de l'accident et de déterminer s'il y a eu - ou pas - négligence de la part du FS ou d'autres acteurs.

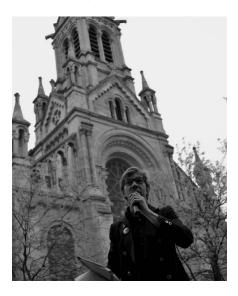
Crédits photos: Wikipedia (CC-BY-SA)

dern i e r grâce notamment au travail du comité de quartier Terdelt.

Dazibao Corner : Un coin poésie au parvis de Saint-Gilles

Faire descendre la poésie dans l'espace public. C'est le but des "Dazibao Corner", rencontres organisées par nos Nos cousins saint-gillois. Et, si on tentait l'expérience à 1030 ?

L'équipe du journal saint-gillois Dazibao m'a invité l'autre jour au "Dazibao Corner", leur coin poésie : manifestation poétique au milieu de l'espace public.



Arrivé au parvis, je reconnais la voix rocailleuse de Vincent, un des contributeurs du journal. Je suis à la bonne adresse. Devant l'entrée du Verschuren : un tapis, quelques chaises, une petite sono. Les orateurs se succèdent au micro ...

Parmi eux, un gars prénommé Guy. Passionné de poésie. Il récite une série de textes ; dont celui-ci, écrit deux mois après les attentats du 22 mars 2016. Les mots ralentissent le pas mécanique des passants. Les gens du Verschuren tendent l'oreille distraitement. Et, si on tentait la même chose devant le Parvis de Saint-Servais ?:-)



Tendresse Urbaine.

Une cité étourdie, Les autos sur les rails, Les tunnels interdits, Et rats qui la raillent.

Une ville meurtrie, Causant en terrasse Grise, côté pile, Riante côté face.

Bruxelles s'effrite C'est par où dès demain? Bruxelles s'agrippe Il part quand, le bon train?

Des fois, des gens errant secoués, suspendus, exposés à tous vents, moins vivants que pendus,

Des fois, des gens créant, ouvrant les horizons, surfant un instant, sur l'infini boson,

Bruxelles s'éclipse, C'est par où le rêve?

Bruxelles s'enlise C'est quand qu'on s'lève?

Là, ici, il est l'heure, Sonnons enfin l'éveil, Chassant haines et peurs, C'est demain la veille,

Si, là, le sol nous suit, C'est l'aube de ce jour Qui prendra bien la nuit Vers les lointains faubourgs

Bruxelles, la quête Qui t'épanouira Bruxelles, tes petits kets Te la chantent déjà!

Crédits photos : SpeakEasyBXL

Beaucoup de Josaph'aire

La SAU (société d'aménagement urbain), qui est en charge du développement du site Josaphat.

prévoit (depuis quelques mois déjà) de lancer un appel à projet citoyen une invitation à s'approrier le lieu, à y proposer des projets qui puissent répondre aux besoins du quartier. Les gens de Récup'Kitchen, du Jardin Latinis et du projet Make It, déposeront sans doute leur propre projet via une nouvelle ASBL, baptisée "Josaph'aire" ...

Pouquoi participer à cet appel ? Je ne peux répondre qu'en mon nom je pense que les initiatives présentes sur le terrain ne peuvent parvenir à se faire respecter qu'en nouant des rapports (critiques mais constructifs) avec les personnes en charge du développement du site. Si vous souhaitez déposer votre propre projet, c'est possible.

Autre chose : sachez qu'il existe une autre grande friche ferroviaire à Schaerbeek, du côté de la rue Navez. Les potagistes des jardins Navez ont malheureusement dû quitter le terrain en mai en raison de risques de pollution du sol. Ils essaient aujourd'hui d'obtenir un accès au terrain pour pouvoir poursuivre leurs activités de phyto-remédiation. Vous pouvez leur apporter votre soutier en les contactant à cette adresse clementine@collectifs.net.

Mathieu, pour www.latinis1030.be



Dewey est une association de soutien à l'information locale en région bruxelloise. Active à Saint-Gilles (www.dzbl060.be), Watermael-Boitsfort (www.whatfor.be), Ixelles (www.pixelsl050.be) à Schaerbeek (www.ezelstad.be), elle a besoin de votre soutien pour continuer à se développer:-). Pour devenir membre adhérent de Dewey, il suffit de verser 5 EUR sur le numéro de compte suivant. 15 EUR pour les "membres actifs". Compte Triodos: BE43 5230 8071 6001. DEWEY ASBL, Av. E. Cambier, 139/8 - 1030 Bruxelles